

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIT – Société Prospection Inventions Techniques

150 route de Lyon – BP 104
26 501 Bourg-Lès-Valence

Références : 20241223-RAP-DAEN-1237

Code AIOT : 0006102523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement SPIT – Société de Prospection et d'Inventions Techniques implanté 150 route de Lyon, BP 104, 26 501 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre des suites de l'inspection de juillet 2023 et d'une demande préfectorale visant à actualiser les autorisations de prélèvements d'eau.

Depuis plusieurs années, l'exploitant s'est engagé dans une démarche active de réduction de ses prélèvements d'eau. Différentes études ont été menées avec l'objectif de supprimer la pompe à chaleur du bâtiment industriel qui représente un gros poste de prélèvement. Des travaux d'aménagements sont espérés au cours de l'année 2025.

Un arrêté préfectoral sera rédigé afin de mieux encadrer les prélèvements du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIT – Société de Prospection et d'Inventions Techniques ;
- 150 route de Lyon, BP 104, 26 501 Bourg-lès-Valence ;
- Code AIOT : 0006102523 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Non ;

La société SPIT est une entreprise spécialisée dans la fabrication de systèmes de fixation mécanique et de perforation pour les professionnels du bâtiment et également les particuliers. Elle possède plusieurs sites de production. Le site situé route de Lyon à Bourg-Lès-Valence emploie environ 170 personnes dont une soixantaine à la production, qui est organisée en 3 équipes sur 24 heures.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25	Demande d'action corrective	6 mois
3	Déclaration IOTA	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 – II & III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Relevés des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
5	Sécheresse – applicabilité de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	/	Sans objet
6	Sécheresse – respect de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 – IV	/	Sans objet
7	Restriction usage de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/07/1994, article 8.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Sécheresse – connaissance de la gravité atteinte	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 7	/	Sans objet
10	Sécheresse – Exemption aux restrictions – Eaux destinées au process	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1	/	Sans objet
11	Sécheresse - Exemption aux restrictions – Eaux non destinées au process	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1	/	Sans objet
12	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 - I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé dans une démarche de réduction des prélèvements d'eau qui lui ont permis de réduire de plus de 50 % ses prélèvements depuis 2020.

Des études ont été commandées afin de renouveler le système de chauffage/rafraîchissement des bâtiments à l'aide d'équipements plus économes en eau.

Un renouvellement de la chaîne de traitement de surface pour un équipement plus récent, donc plus efficient et moins consommateur d'eau, est aussi à l'étude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance et suivi des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du Code de l'environnement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Constats :

Le site possède 4 puits, numérotés de 1 à 4, tous munis d'un compteur qui prélèvent dans la masse d'eau référencée 521AR00 dénommée « Alluvions ancienne de la Plaine de Valence ».

Les puits 1 et 4 alimentent les pompes à chaleur (PAC), respectivement du bâtiment industriel et du bâtiment administratif qui est séparé en deux parties, l'une pour les bureaux, l'autre pour le restaurant d'entreprise.

Les puits 2 et 3 alimentent le process, notamment la chaîne de zingage.

Les prélèvements sont télérelevés tous les jours.

Dans son fichier de suivi des prélèvements, l'inspection a relevé les données suivantes pour le 18 novembre 2024 :

Puits	Utilité	Quantité prélevée en m ³ par jour.	Quantité prélevée en m ³ /h
Puits n°1	PAC bâtiment industriel	1 541 m ³ /j	64 m ³ /h
Puits n°2	Process	140 m ³ /j	5,85 m ³ /h
Puits n°3	Process	121 m ³ /j	5,1 m ³ /h
Puits n°4	PAC bâtiment administratif	163,2 m ³ /j	6,8 m ³ /h
Puits n°4	PAC restaurant d'entreprise	81,6 m ³ /j	3,4 m ³ /h

Les eaux prélevées au niveau du puits n°4 sont intégralement réinjectées dans la nappe.

Les prélèvements relevés le jour de l'inspection dépassent les seuils prescrits au point 5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2472 du 25 juillet 1994.

Le débit total autorisé est de 60 m³/h, sous le seuil de la déclaration au titre de la loi sur l'eau, rubrique 1.1.0.2 dont le seuil maximal était alors de 80 m³/h. Compte tenu du dossier déposé en

1993, ce seuil de 80 m³/h aurait été mieux adapté à la situation du site.

Par échantillonnage lors de la visite du site, les compteurs des puits n°1 et 2 ont été relevés par l'inspection et comparés aux relevés datés de la fin du mois d'octobre 2024 :

Puits	Relevé le 28/11/2024, en m ³	Relevé fin octobre 2024	Prélèvement net en m ³	Prélèvement en m ³ /j (moyenne)	Prélèvement en m ³ /h (moyenne)
Puits n°1	793 077 m ³	767 117 m ³	25 960 m ³	1 081 m ³ /j	45 m ³ /h
Puits n°2	117 319 m ³	114 671 m ³	2 648 m ³	110 m ³ /j	4,6 m ³ /h

Il semble, malgré les constats du jour, qu'en moyenne les seuils prescrits soient respectés au cours de l'année.

Concernant le prélèvement d'eau potable, le relevé fin octobre 2024 indique 2 000 m³ soit une prévision de 2 400 m³ de prélèvements totaux pour l'année 2024.

Afin de réduire ses prélèvements, l'exploitant a d'ores et déjà fait réaliser une étude pour substituer la pompe à chaleur du bâtiment industriel par un système qui lui permettrait éventuellement de condamner, à terme, le puits n°1, qui représente le plus gros poste de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à respecter les seuils de prélèvements prescrits dans son arrêté préfectoral n°2472 du 25 juillet 1994.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Relevés des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Relevés des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

[...]

Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme indiqué dans les constats du point de contrôle précédent, l'exploitant tient un registre journalier des prélèvements de chacun des puits présents sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration IOTA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration IOTA
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire d'une autorisation de prélèvement est tenu de respecter les dispositions et valeurs figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation. En outre, lors de la réalisation d'un prélèvement, le bénéficiaire de l'autorisation de prélèvement ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation, notamment en ce qui concerne les rubriques 1.1.1.0 relative aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain permettant le prélèvement d'eau souterraine et 3.1.1.0, 3.1.2.0 relatives aux ouvrages en rivière et modifications physiques des cours d'eau. Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'autorisation elle-même doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.
Constats : La nomenclature IOTA associée à la Loi sur l'eau a évolué depuis la rédaction de l'arrêté préfectoral n°2472 du 25 juillet 1994. Pour mémoire, à l'heure actuelle, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2472 du 25 juillet 1994 sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• déclaration de prélèvement dans la nappe pour 5 pompages d'un débit total égal à 60 m³/h (rubrique n° 1.1.0.2° de la nomenclature loi sur l'eau) ;• déclaration de réinjection dans la même nappe des mêmes eaux utilisées dans le circuit de fonctionnement des pompes à chaleur (45 m³/h) (rubrique n° 1.3.1.2 de la nomenclature loi sur l'eau). L'exploitant indique ne pas être au fait des évolutions de cette nomenclature et n'a pas été en mesure de se positionner par rapport à cette nomenclature le jour de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant porte à connaissance son positionnement sur les rubriques de la nomenclature IOTA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 – II & III
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;• les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...]
Constats : Au cours de la séance, l'exploitant a présenté la version V2 du schéma des réseaux datée du 20 octobre 2023. Si le plan indique bien l'origine et la distribution des eaux, les secteurs collectés et les réseaux associés, les autres éléments sont difficilement discernables mais l'exploitant sait les situer sur le plan. À ce titre, l'exploitant a détaillé certaines parties du site, notamment au niveau des puits, afin de faire apparaître les différents compteurs présents sur le site. Les travaux espérés au cours de l'année 2025 seront l'occasion d'actualiser le schéma des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant doit annexer les parties zoomées du schéma des réseaux au schéma global du site. Ces parties zoomées seront légendées de sorte que tous les éléments prescrits soient identifiables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Sécheresse – applicabilité de l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité

Prescription contrôlée :

Article 1 :
I. – Le présent arrêté s’applique aux installations classées pour la protection de l’environnement dont le prélèvement d’eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
[...]
III. – Le présent arrêté s’applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d’orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l’eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l’environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l’eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du Code de l’environnement.

Article 3 :
Ne sont pas soumis aux dispositions de l’article 2 :
[...]
2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d’eau d’au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d’eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d’eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;
[...]

Constats :

Compte tenu de la situation administrative du site, soumis à autorisation pour la rubrique 4220 et à enregistrement pour la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, et des quantités d’eau prélevées annuellement, supérieures à 10 000 m³, le site est soumis à l’arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d’eau et la consommation d’eau des installations classées pour la protection de l’environnement.
Depuis 2020, les données de prélèvements, déclarées par l’exploitant sous GEREP, sont les suivantes :

Années	2020	2021	2022	2023
Prélèvements en m³	577233	589043	376596	257147
Evolution annuelle en %		2,00 %	– 36,1 %	– 31,7 %
Evolution globale depuis 2020 en %		2,00 %	– 34,8 %	– 55,5 %

L’exploitant a donc effectivement réduit ses prélèvements d’eau de plus de 20 %.
Ainsi, il n’est pas soumis aux dispositions de l’article 2, traitant des réductions de prélèvement d’eau applicables en fonction du niveau de gravité lors des périodes de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse – respect de l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 – IV
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration dans Démarches Simplifiées OU dans GIDAF
Prescription contrôlée : IV. – Lorsque les niveaux de gravité d’alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l’exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l’inspection des installations classées, les volumes d’eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire . La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d’alerte renforcée et de crise.
Constats : Comme précisé dans les constats du point de contrôle précédent, l’exploitant n’est pas soumis à l’article 2 de l’arrêté ministériel du 30 juin 2023. L’inspection l’encourage malgré tout à déclarer, sous GIDAF, les volumes d’eau journaliers prélevés et consommés sur le site au cours des périodes de sécheresse, lorsque les niveaux de gravité d’alerte renforcée ou de crise sont en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Restriction usage de l’eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/1994, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic et Étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eds
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d’inspection du 28/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale• date d’échéance qui a été retenue : 04/10/2023
Prescription contrôlée : Alimentation en eau : L’exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l’exploitation des installations pour limiter la consommation d’eau.
Constats précédents : L’exploitant a transmis à l’inspection des installations classées une étude technico-économique de réduction des prélèvements d’eau le 30/06/2023. Cette étude, qui avait été demandée à l’exploitant lors de la visite d’inspection du 13/06/2022, a été réalisée par SOCOTEC le 20/06/2023. Il est précisé dans cette étude la mise en place des équipements suivants: <ul style="list-style-type: none">– été 2022: bridage pompe de prélèvement des pompes à chaleur (PAC) et mise sur horloge du fonctionnement des 2 PAC pour la climatisation des locaux (puits n°1),– été 2022: mise en place d'une vanne motorisée en sortie de l'échangeur du système PAC pour réguler le prélèvement (puits n°4),– août 2022: refroidissement du local redresseur à partir du groupe froid utilisé pour refroidir les

bains de zinc (puits n°2 et n°3),

– septembre 2022: vanne manuelle du refroidisseur remplacée par une vanne motorisée thermostatique en sortie de l'échangeur à plaques, asservie à la température de la boucle qui refroidit, ce qui permet d'optimiser et de réduire les volumes prélevés (puits n°2 et n°3),

– octobre 2022: mise en place d'un variateur sur la pompe n°2 piloté en fonction de la consigne de température. 8 étages de puissance de compression utilisés en fonction de la consigne de température. Mode de fonctionnement calé sur la demande (puits n°1).

L'inspection des installations classées a vérifié la présence des équipements mis en place en 2022 qui sont précisés dans l'étude technico-économique réalisée par SOCOTEC. Ces équipements sont présents.

L'examen de l'étude technico-économique a suscité les observations suivantes:

– point 2.2.2 (page 9) : L'arrêté cadre sécheresse (AP du 7/04/2023) n'a pas été pris en compte. Les dispositions de cet arrêté devront être reprises.

– point 3.1.4 (page 20): Le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) Bas-Dauphiné Plain de Valence qui précise le volume disponible à l'étiage en m³ pour l'industrie (juin à septembre) pour le bassin Barberolle (2018-2027: 340 000 m³) (page 6) n'a pas été pris en compte. L'exploitant devra positionner ses prélèvements par rapport à cette quantité maximale.

– point 3.4.6 (page 36): L'écart moyen en entrée et sortie de la chaîne de zingage en 2022 est de 23 %, ce qui représente 5 483 m³ de moins en sortie n'est pas expliqué. L'exploitant devra préciser la cause de l'écart et les mesures correctives mises en place.

– point 3.5 (page 37): Le ratio volume d'eau consommée pour la chaîne de zingage est réalisé par rapport aux tonnes de pièces zinguées alors que l'article 55 de l'AM du 09/04/2019 impose un ratio de 8 litres par m² de surface traitée. De plus les chiffres de 2022 ne sont pas fournis. L'exploitant devra se positionner en litres/m² et renseigner les chiffres de l'année 2022.

À noter que le ratio fourni montre une augmentation (7,9 m³/tonne de pièces zinguées en 2019: 8,4 m³/tonne de pièces zinguées en 2020: 8,8 m³/tonne de pièces zinguées en 2021). Pour mémoire le BREF traitement de surface prévoit entre une quantité d'eau de 0,3 à 4,1 m³/tonne d'acier enduit pour l'activité de zingage.

– point 4.2 (page 56): L'estimation de la quantité maximale d'eau prélevée en fonctionnement normal de l'installation n'est pas fournie et la liste des actions conjoncturelles en fonction des différents niveaux de réduction des prélèvements de l'arrêté cadre sécheresse ne sont pas accompagnées de la quantité prélevée. De plus, au niveau crise, l'arrêt des prélèvements est demandé. (l'AP cadre sécheresse en vigueur n'a pas été pris en compte). L'exploitant fournira ces quantités d'eau prélevée en fonctionnement normal et lors de chaque niveau de réduction des prélèvements de l'arrêté cadre sécheresse.

Constats :

Dans son courrier en date du 2 août 2024, l'exploitant a démontré que, au cours des 5 dernières années, les prescriptions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 sont respectées. En effet, après avoir affiné au mieux leur méthode de détermination, les résultats montrent que le seuil de 8 litres par mètre carré traité et par fonction de rinçage est respecté 65 fois sur les 66 mois étudiés. Le seul dépassement, daté de décembre 2019, atteint 8,87 litres par mètre carré traité et par fonction de rinçage, la moyenne annuelle pour l'année 2019 étant de 5,7 litres par mètre carré traité et par fonction de rinçage.

Par ailleurs, l'exploitant a aussi fourni une mise à jour de son plan de sobriété hydrique. Ce point est abordé dans le point de contrôle n°10.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse – gestion économe de l’eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Prescription contrôlée : L’exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l’exploitation des installations pour limiter les flux d’eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l’arrêté préfectoral. L’arrêté d’autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d’accidents, de sécheresse, d’inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d’autres catégories d’installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l’environnement. Cette limitation ne s’applique pas au réseau incendie. Les niveaux de prélèvements prennent en considération l’intérêt des différents utilisateurs de l’eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l’article R. 211-71 du Code de l’environnement. Ils sont compatibles avec le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux et du schéma d’aménagement et de gestion des eaux, lorsqu’il existe.
Constats : L’arrêté préfectoral, n°2472 datant du 25 juillet 1994, réglementant l’activité du site ne définit pas de seuil de prélèvements d’eaux, de quelques natures qu’elles soient (souterraine, superficielle, AEP). Compte tenu de l’évolution climatique et des enjeux liés aux périodes de sécheresses, il convient de mettre à jour les prescriptions, notamment en établissant des seuils de prélèvements. L’exploitant a fait part au cours de la séance de plusieurs projets d’évolution sur le site. Le changement de système de chauffage/climatisation est le plus avancé et il est espéré au cours de l’année 2025. Un projet de modernisation/renouvellement de la chaîne de zingage est en cours de réflexion. Ces différentes évolutions pourraient permettre un gain dans les prélèvements d’eau et rendre le site encore plus sobre.
Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l’exploitant doit se positionner sur ses besoins actuels en eaux, pour toutes les natures différentes. Si les évolutions sur site permettent un gain sur les prélèvements, l’exploitant en tient informé l’inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l’exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Sécheresse – connaissance de la gravité atteinte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des prescriptions relatives à la sécheresse
Prescription contrôlée : Situation de gestion adaptées à l'état de la ressource en eau et critères d'appréciation : – vigilance – alerte – alerte renforcée – crise
Constats : L'exploitant indique réaliser une veille régulière sur le site VigiEau lors des périodes de sécheresse. Ce site lui permet de connaître le niveau d'alerte en cours sur le secteur géographique du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Eaux destinées au process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des dispositions de l'Arrêté cadre sécheresse

Prescription contrôlée :

Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement

	VIGILANCE	ALERTE	ALERTE RENFORCÉE	CRISE	Exceptions	P	E	C	A
Usage de l'eau non directement lié au process industriel ou non indispensable à l'activité de l'installation (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, nettoyage des voiries ...)	Se reporter aux mesures tous usages						x		
Industriels et ICPE disposant d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau	Activation du NIVEAU 1 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	Activation du NIVEAU 2 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	Activation du NIVEAU 3 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1000m3/an dans le milieu ou < 7000 m3/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique) L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère).		x		
Industries et ICPE ne disposant pas d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau		Réduction de la consommation d'eau de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	Réduction de la consommation d'eau d'eau de 50 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	Arrêt des prélèvements, L'interdiction de prélever peut être décidée par le préfet de département.			x		
		Tenue d'un registre de prélèvement hebdomadaire					x		

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente.

Constats :

Dans son courrier du 2 août 2024, en réponse à l'inspection de juillet 2023, l'exploitant amène la preuve qu'il met en œuvre les meilleures techniques disponibles concernant les prélèvements en eau pour le process.
Comme exposé précédemment, le seuil de 8 litres par mètre carré de surface traitée, prescrit par l'article 55 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, est bien respecté.
L'inspection des installations considère que, du point de vue des eaux de process, le plan de sobriété hydrique présenté par l'exploitant est valide.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Eaux non destinées au process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des dispositions de l'Arrêté cadre sécheresse

Prescription contrôlée :

Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement

	VIGILANCE	ALERTE	ALERTE RENFORCÉE	CRISE	Exceptions	P	E	C	A
Usage de l'eau non directement lié au process industriel ou non indispensable à l'activité de l'installation (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, nettoyage des voiries ...)	Se reporter aux mesures tous usages						x		
Industriels et ICPE disposant d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau	Activation du NIVEAU 1 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	Activation du NIVEAU 2 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	Activation du NIVEAU 3 des mesures de limitation des prélèvements d'eau	La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1000m3/an dans le milieu ou < 7000 m3/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique) L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère).		x		
Industries et ICPE ne disposant pas d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau		Réduction de la consommation d'eau de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	Réduction de la consommation d'eau d'eau de 50 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	Arrêt des prélèvements. L'interdiction de prélever peut être décidée par le préfet de département.		x			
		Tenue d'un registre de prélèvement hebdomadaire					x		

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente.

Constats :

Les eaux prélevées sur le site qui ne sont pas destinées au process ne sont pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 1994.

Les prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse du 7 avril 2023, si l'exploitant était amené à les appliquer, imposeraient un arrêt de la production ce qui engendrerait des pertes économiques importantes pour le site.

Dans le plan de sobriété hydrique, transmis par courriel le 4 décembre 2023, l'exploitant indique avoir diminué ses prélèvements grâce à plusieurs actions.

Parmi celles-ci, on retrouve la diminution de la plage horaire des systèmes de chauffage/climatisation ainsi que la modification de la consigne de climatisation, sans préciser les plages ni la température et sans en évaluer le gain sur le prélèvement.

Il convient donc de donner plus de précision à ces actions engagées de manière à évaluer leur impact sur les prélèvements.

Par la suite, un arrêté préfectoral complémentaire réglementant ces prélèvements sera proposé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [...]
Constats : Pour l'année 2023, l'exploitant a bien déclaré les volumes prélevés d'eaux, qu'elles soient souterraine (257 147 m ³) ou potable (1 879 m ³) ainsi que les volumes rejetés, qu'ils soient raccordés (36 686 m ³) ou en milieu naturel (17 138 m ³).
Type de suites proposées : Sans suite